

DÉCLARATION POLITIQUE CONJOINTE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AUX CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE L'UA ET DE L'UE

7^E SOMMET UA-UE, LUANDA, ANGOLA
NOVEMBRE 2025



Les organisations de la société civile africaine et européenne appellent les chefs d'État et de gouvernement de l'UA et de l'UE à saisir l'occasion décisive offerte par le Sommet de Luanda pour redéfinir le partenariat Afrique-Europe sur la base de la justice, de l'équité et de la prospérité partagée. Ce Sommet doit renforcer un partenariat centré sur les personnes, fondé sur les droits humains, la gouvernance démocratique, la durabilité écologique et une participation de la société civile digne de ce nom.

Depuis le dernier Sommet UA-UE en 2022, des rencontres et consultations ont eu lieu entre la société civile et les acteurs de la jeunesse des deux continents, et se sont soldées par l'élaboration de positions communes. Pourtant, l'espace civique continue de se rétrécir, les inégalités se creusent et les choix politiques privilégient de plus en plus les intérêts commerciaux au détriment des besoins des communautés. Une nouvelle approche s'impose de toute urgence – une approche qui s'attaque aux causes structurelles de l'instabilité, transforme les relations économiques inégales et protège les droits et la dignité de toutes et tous.

Nous présentons les recommandations prioritaires suivantes.

1. Protéger les droits, l'espace civique et le développement humain

Les violations des droits humains, le recul démocratique, la violence basée sur le genre et les atteintes aux libertés civiles continuent de menacer la stabilité et la confiance des citoyennes et citoyens dans les deux régions.

Nous exhortons les dirigeants de l'UA et de l'UE à réaffirmer les droits humains et l'État de droit en tant que fondement de toute coopération.

Nous appelons les chefs d'État et de gouvernement à :

- Garantir les libertés fondamentales, assurer la protection des défenseuses et défenseurs des droits humains, journalistes, militantes féminines, groupes minoritaires, organisations de/pour personnes handicapées et militantes et militants environnementaux.
- Institutionnaliser la participation de la société civile à tous les processus UA-UE, en utilisant comme base le Mécanisme d'engagement de la société civile (CSEM).
- Mobiliser l'investissement public dans des services publics universels, durables et de qualité : santé, éducation, systèmes de protection sociale, compétences des jeunes et travail décent.
- Promouvoir l'égalité de genre et assurer la pleine mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), du Protocole de Maputo et des politiques de santé fondées sur les droits, y compris les DSSR et l'élimination des MGF.
- Veiller à ce que la gouvernance migratoire accorde la priorité aux personnes, et non aux frontières, en développant les voies de mobilité sûres, en réduisant les régimes de visas restrictifs, en mettant fin aux politiques d'externalisation qui piègent les migrantes et les migrants dans des zones dangereuses et en prenant des mesures décisives contre les causes profondes de la migration, y compris les conflits.

2. Promouvoir la transformation structurelle pour un avenir juste et durable

Les deux continents sont confrontés aux crises entremêlées du changement climatique, de la dégradation écologique, de l'insécurité alimentaire et des relations économiques inégales. Trop souvent, les réponses actuelles privilégient les investissements extractivistes « verts », l'agriculture dominée par les grandes entreprises et les cadres commerciaux qui portent atteinte à la souveraineté, à l'intégration et aux économies locales de l'Afrique.

Nous appelons les chefs d'État et de gouvernement à :

- Abandonner l'agriculture industrielle à forte intensité d'intrants pour soutenir des systèmes alimentaires résilients et enracinés localement, dirigés par de petits producteurs, y compris les marchés territoriaux et la gestion de l'offre, et des systèmes semenciers gérés par les agriculteurs. Privilégier l'agroécologie, qui a démontré son potentiel en termes de systèmes alimentaires résilients, de protection de la biodiversité, d'emploi des jeunes et d'adaptation au climat.
- Accélérer de toute urgence l'action climatique alignée sur la limitation de la hausse des températures à 1,5 degré Celsius, l'élimination progressive des combustibles fossiles et l'intensification des investissements dans les énergies renouvelables.
- Interdire l'exportation et l'importation en Afrique de pesticides hautement dangereux interdits en Europe.
- Mettre un terme à l'accaparement des terres et des océans en appliquant une protection totale des droits fonciers, une gouvernance transparente et le consentement libre, préalable et éclairé (CLPE).
- Stimuler l'investissement dans le transfert de technologie, la création de valeur ajoutée et la fabrication locales, et la participation équitable aux chaînes d'approvisionnement, en veillant à ce que les ressources naturelles de l'Afrique alimentent le développement local pour renforcer les expériences locales, et non les nouveaux modèles extractivistes.

- Axer les investissements de la stratégie Global Gateway sur les besoins et les aspirations des pays partenaires, dialoguer avec les communautés et populations locales et promouvoir leur bien-être collectif, et enfin veiller à ce qu'elles contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable.
- Développer conjointement la gouvernance des données et la gouvernance numérique sur la base de l'équité, des droits et de l'intérêt public. Accélérer les investissements dans les infrastructures numériques publiques, la connectivité rurale, la protection des données et l'innovation à l'initiative des jeunes d'Afrique.
- Garantir des accords de commerce et d'investissement justes et mutuellement bénéfiques, qui respectent la souveraineté africaine, une fiscalité équitable, les droits humains et du travail et les normes environnementales, et qui excluent toute dépendance excessive d'un pays ou d'une région à l'égard d'un ou d'une autre.
- Procéder à un examen critique et à un ajustement des accords de partenariat économique afin d'écartier tout risque d'atteinte à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) et à l'intégration régionale.

3. Réformer la finance mondiale et garantir un financement du développement équitable et transparent

Dans le système financier international actuel, l'Afrique reste dans une position de désavantage structurel. Le poids élevé de la dette, les coûts d'emprunts significatifs et la diminution de l'aide sous forme de subventions nuisent à l'investissement public et creusent les inégalités.

Nous appelons les chefs d'État et de gouvernement à :

- Protéger et accroître le financement prévisible, fondé sur des subventions, en ce qui concerne le climat, les secteurs sociaux et les services publics.

- Soutenir une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération internationale en matière fiscale et un mécanisme de règlement de la dette souveraine sous l'égide des Nations Unies.
- Tripler le financement public pour le climat à l'horizon 2035 et assurer un accès direct aux communautés africaines, aux organisations locales et aux gouvernements à travers la mise en œuvre de la feuille de route dite « de Bakou à Belém », qui entend mobiliser 1 300 milliards de dollars chaque année d'ici 2035 au profit du financement climatique, en particulier en faveur des pays les moins avancés.
- Renforcer la transparence dans l'ensemble de la coopération UA-UE, y compris des processus ouverts d'octroi de contrats, la publication des accords de financement et la participation de la société civile au suivi des investissements dans le cadre de la stratégie Global Gateway.
- Défendre une représentation et un pouvoir décisionnel accrus en faveur de l'Afrique dans les institutions de gouvernance mondiale, dont la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies et la démocratisation de la gouvernance du FMI et de la Banque mondiale.

Un partenariat dans l'intérêt des populations et de la planète

Le Sommet de Luanda doit marquer un tournant. Un véritable partenariat Afrique-Europe doit prendre appui sur un socle de responsabilisation mutuelle, de relations économiques équitables, de justice climatique et de pleine participation de la société civile et des jeunes. Nous exhortons les chefs d'État de l'UA et de l'UE à saisir l'occasion ainsi donnée non seulement pour formuler des déclarations mais aussi pour faire montre d'un leadership politique audacieux et courageux et prendre des mesures décisives qui placent les droits humains, la dignité et l'intégrité écologique au centre des relations entre nos deux continents.